

L'Humanité Rouge

1 F



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRES TOUS UNIS CONTRE LES MESURES STOLERU TOUS A LA MANIFESTATION SAMEDI 19 NOVEMBRE 14h METRO BARBES

Comité de coordination des foyers Sonacotra - MTA - CTA Algérie - AGEA - Org. Travailleurs tunisiens - UTIT - Révo. Afrique - STM - ASSEF - Tierras de Espana - Aydinlik - GRS - PCR (ml) - Humanité rouge - UCF (ml) - OCT - PCI - LCR - OCF (ml) - CUIF - OCP - CPROPV.

Tracts et affiches unitaires sont à prendre au local des expéditions dès le lundi 14 novembre.

Honneur aux mutins des tranchées de 1917!



Chanson populaire chantée dans les tranchées en 1917 (dernier couplet) : Ceux qui ont le pognon, ceux-la reviennent

Car c'est pour eux qu'on crève Mais c'est fini, car les trouffions Vont tous se mettre en grève Ce sera votre tour messieurs les gros

De monter sur l'plateau Car si vous voulez faire la guerre Payez-la de votre peau. «Chanson Craones - 1917»

Ce week-end dernier, Giscard a fait l'éloge des «morts de toutes les guerres». Ainsi en a décidé le gouvernement en supprimant la commémoration du 8 mai 1945, la fin de la seconde guerre mondiale.

de tous les morts de toutes les guerres, en supprimant la

commémoration du 8 mai 1945.

La gauche et le partage du pouvoir

MAITRE MARCHAIS PAR L'ODEUR ALLECHE...

La semaine dernière, Mitterrand et le PS ont pris, à deux reprises l'offensive contre Marchais et le PCF. C'est très intéressant car dans leurs batailles de chiffres, les dirigeants des deux partis sont amenés à faire des révélations qui montrent un peu mieux qui ils sont.

PREMIER COUPLET

Cela a commencé à la Convention nationale du PS, le dimanche 6 novembre : «La réalité du débat, croyez-vous, qu'elle porte sur 31 ou 32 nationalisations ? Pourquoi pas 33 ? Le problème de fond c'est celui du partage du pouvoir d'Etat. Je l'ai pressenti à l'étrange sollicitation du PC pour un partage des portefeuilles, en tentant de se faire attribuer le contrôle des collectivités locales et de la distribution, laissant la police et le budget, c'est-à-dire l'impôt, aux socialistes», déclarait alors Mitterrand.

Ainsi donc, Maître Marchais, alléché par l'odeur du pouvoir aurait tout d'abord flatté Maître Mitterrand, pour ensuite lui prendre une grosse part du fromage... Mitterrand dit non.

Le lendemain, l'Humanité répondait : «Jamais et à aucun moment la question du partage des ministères entre les partis de gauche n'a même été évoquée».

DEUXIEME COUPLET

Mais le PCF ne se doutait peut-être pas que le PS était prêt à aller jusqu'au bout. Et l'Unité, organe central du PS, de cette semaine produisit un document datant du 25 juillet et où le PCF réclamait : la création «d'un ministère chargé de la définition et de la mise en œuvre du plan et de la politique économique et sociale à moyen et long terme. Dans ce

domaine, ses compétences seront globales. Notamment il sera chargé d'orienter et de coordonner les politiques industrielle et agricole, la planification régionale, la planification sociale et culturelle. Il sera doté des moyens de remplir sa mission. Il regroupera les actuels services du commissariat au plan, la direction de la prévision de l'INSEE. Les moyens de la DATAR, les fonctions d'intervention économique et la direction du trésor et les circuits de financement à moyen et long terme lui seront rattachés».

Là dessus le PS pose une question : pourquoi les diri-

• Somalie

Le social-impérialisme russe mis à la porte !

A Mogadiscio, capitale de la Somalie, le gouvernement somalien vient de prendre dimanche une série de mesures qui portent un coup à l'expansion et à la subversion du social-impérialisme en Afrique.

Le gouvernement indique à propos de l'URSS, que la Somalie «a essayé de collaborer dans sa lutte pour le développement économique et social avec des gouvernements qu'elle pensait être des amis et qui maintenant se sont révélés être des ennemis.»

Le gouvernement somalien a décidé :

- l'abrogation immédiate du traité d'amitié somalo-soviétique de 1974.
- l'annulation immédiate de toutes les facilités militaires accordées à l'URSS. Cette mesure vise la base maritime installée par les so-

viétiques à Berbera sur l'océan Indien et les installations aériennes.

- l'expulsion dans les 8 jours des 2 à 3 000 experts soviétiques.

- la réduction du personnel diplomatique soviétique

au niveau de celui de l'ambassade de Somalie à Moscou.

En même temps, le gouvernement somalien a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec Cuba et l'expulsion des diplomates cubains dans les 48 heures.

UN 8 PAGES UNE FOIS PAR SEMAINE

A partir d'aujourd'hui, paraîtra une fois par semaine une édition spéciale de quatre pages supplémentaires consacrées exclusivement à «la bataille politique de 1978». La prochaine édition, sur huit pages format normal, sortira le jeudi 24 (datée du vendredi 25 novembre). Si vous voulez des exemplaires supplémentaires passez vos commandes à l'administration.

geants du PCF demandent-ils la création de ce super-ministère ? Ils répondent : «Cette transformation prend toute sa signification ; si l'on se souvient que quelques temps plus tôt, Georges Mar-



chais avait déclaré qu'il se verrait bien à la tête d'un grand ministère du plan».

Ainsi donc, Maître Marchais, alléché par l'odeur du pouvoir rêve d'un super-ministère, qui comme on vient de le voir, aurait pour le

moins des pouvoirs étendus... Mitterrand dit non.

Le lendemain, l'Humanité dément ce «procès d'intention» : «Il n'y a pas un mot qui évoque, de près ou de loin, dans ce document une répartition des portefeuilles, comme l'a prétendu François Mitterrand».

MORALITE

Il ne nous appartient pas de savoir ce qui a encore pu se passer exactement, dans ces marchandages sordides et secrets du 25 juillet. De toute façon, les rêves de Mitterrand sont pour le moins aussi ambitieux dans la gestion du capitalisme que les fols espoirs de Marchais.

Mais ce qui se fait de plus en plus clair, c'est qu'il ne s'agit pas de savoir qui a viré à droite ou non, il ne s'agit pas de deux projets de société qui s'affrontent (comme le disent certains journaux). Il

s'agit de lutte pour la gestion du capitalisme (car le Programme commun c'est bien encore le capitalisme) du même type que les querelles entre Chirac et Barre. Pour servir ses projets politiques, Marchais (et les siens) ont remis en selle, flatté, vanté le vieux renard Mitterrand.

Chacun peut voir le résultat, faire le bilan. Aujourd'hui, c'est l'échec de cette politique.

Dans la fable de la Fontaine, le corbeau «jura mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus». Marchais lui, en redemande... puisqu'il n'a pas d'autre solution, dit-il lui-même !

Et après cela, les dirigeants du PCF osent encore dire que leur politique définie au 22e congrès (déjà bien avant d'ailleurs !) reste toujours valable et toujours à même de porter les espoirs des travailleurs ! Qu'on en juge une fois de plus !

Aux obsèques de Lucien Meylon Le jeune Guadeloupéen assassiné

Le 30 octobre dernier, un jeune lycéen Guadeloupéen était assassiné aux abords de l'hypodrome de Paris à la Porte de Pantin. Le meurtrier n'est autre qu'un néo-nazi, membre d'une milice privée. Actuellement, une quantité de crimes racistes son commis contre les travailleurs immigrés et des jeunes.

Les obsèques ont eu lieu jeudi 10 novembre, elles étaient placées sous le signe de la lutte contre le racisme et les mesures Stoleru, contre la violence des milices privées. 10 000 personnes y ont participé, dont deux à trois mille Antillais qui faisaient bloc entre eux. Des lycéens de 25 lycées et collèges de Paris et de la région parisienne, des enfants des écoles de Garges-les-Gonesses, y participaient.

Sur les couronnes on pouvait lire : «Non aux milices armées», «A bas les polices parallèles».

En interrogeant certaines personnes sur place, celles-ci ont dit être venues «parce qu'on ne peut pas laisser assassiner un jeune froidement sans protester», «parce que c'est un crime raciste».

Ce sont en fait les 10 000 personnes présentes qui ont montré que la riposte était non seulement possible, mais nécessaire, que le défaitisme est contraire aux intérêts du peuple, que si l'on ne proteste pas massivement, on laisse les mains libres au gouvernement et les sbires à son service pour perpétuer tranquillement ses crimes.

Le matin et aller à l'enterrement. Ceux qui ne pouvaient pas y aller ont fait grève toute l'après-midi.

Les profs n'ont pas suivi. Le syndicat SNES s'est même retranché derrière le soi-disant «service» du prof. Une prof du PCF, qui s'était présentée aux élections sénatoriales, s'est opposée aux élèves et les a suppliés de ne pas y aller. Le prétexte ultra-réactionnaire qu'elle a invoqué était que «il y aura de la casse, c'est pas un enterrement qui règlera les choses, ce qu'il faut, c'est un gouvernement démocratique... s'il y avait eu des flics ça ne se serait pas produit !...»

La grande masse des lycéens ne s'est pas laissée berné par ces profs fascisants. Des tas d'élèves qui ne bougent jamais sont venus spontanément. Des discussions passionnantes ont eu lieu : Est-ce qu'il y aurait ou non de la casse ? Faut-il ou non manifester quand il se produit un crime raciste ou un crime contre un ouvrier ?

• Lip

LE TOURNANT

Les LIP ont en fin de compte adopté la semaine dernière le projet en discussion depuis près d'un mois et dont la première phase consiste dans le rachat des actifs : terrain et bâtiments par la ville, stock, et matériel par les LIP, notamment par vente accélérée des montres encore disponibles et appel à la souscription.

Cela constitue un tournant : l'entreprise qu'ils mettront ainsi sur pied sera régie par les lois du capitalisme ; une différenciation s'y opérera inéluctablement au détriment de l'unité remarquable qui caractérisait jusqu'ici la lutte des LIP.

Ceux-ci se sont engagés d'ailleurs sans enthousiasme dans cette «aventure». Ceux qui ont voté contre le projet (plus de 15 %) comme ceux qui ont voté pour sentent bien que le terrain n'est plus le même ; lorsqu'il s'est agi de désigner le collectif qui dirigerait l'exécution, les LIP ont en fait fixé leur choix à l'aide d'autres critères ; s'ils ont exigé unanimement la présence d'au moins un de leurs dirigeants historiques, Piaget ou Vittot, ils sont loin d'avoir accordé une large unanimité aux douze qui ont été retenus sur la liste proposée ; il n'y aura pas de femmes dans ce collectif et c'est sur un ingénieur (d'ailleurs conseiller municipal et membre du CERES) que s'est porté le plus grand nombre de voix. On le voit, les LIP ont choisi en fonction de critères bien plus «techniques» : autrement dit, la capacité à gérer en système capitaliste.

«L'engagement individuel» demandé à tous ceux qui veulent participer au projet sera sans aucun doute signé par la plupart, mais bien plus qu'une approbation du projet, cela traduit la volonté des LIP de rester ensemble.

S'ils ont été amenés à s'engager dans une telle voie, à adopter ce genre de solution, c'est en effet pour trois raisons que nous avons dès le début souligné telles qu'elles avaient d'ailleurs été exposées devant l'assemblée générale le 18 octobre dernier :

- d'abord, justement cette volonté de continuer, de ne pas baisser les bras.

- ensuite, le fait que les moyens de subsistance (indemnités ASSEDIK et stock de montres) n'étaient pas éternels.

- enfin, le fait qu'il n'avait pas été possible d'imposer à nouveau par la force (d'instaurer pour cela un rapport de force suffisant) la seule solution en système capitaliste : un emploi pour tous avec «un patron et du capital».

Les LIP ont fait tout ce qui leur était possible. Si aujourd'hui ils sont acculés à cette impasse, pour nous cela ne fait aucun doute : la responsabilité en incombe totalement aux directions au plus haut niveau de la CGT d'abord, mais aussi de la CFDT qui ont de fait brisé l'élan de solidarité massif des travailleurs à l'égard des LIP : leurs formes de lutte n'hésitent pas à briser le carcan de la légalité bourgeoise et leur pratique constante de la démocratie prolétarienne avaient soulevé l'enthousiasme des prolétaires, et en même temps la réprobation, l'hostilité voire la haine de dirigeants au contraire attachés au respect des lois bourgeoises dont ils se servaient aussi demain si la gauche vient au pouvoir ; de tels dirigeants craignent par dessus tout la pratique de la démocratie prolétarienne qui les remet inéluctablement en cause.

C'est ainsi que les LIP avaient construit leur unité : dans la lutte, par la lutte et pour la lutte contre les exploitateurs ; c'était l'envers de celle que pratiquent entre eux les états-majors syndicaux pour soumettre les travailleurs à leurs propres objectifs : détourner leur volonté de combat, hier pour soutenir le Programme commun et l'Union de la gauche, aujourd'hui pour que cette union se replâte : dans tous les cas, pour servir les projets de gestion du capitalisme des divers partis dits de gauche.

Pour avoir renoué avec des formes et méthodes de lutte prolétariennes, pour avoir réouvert cette voie dans laquelle il est plus que jamais nécessaire que s'engage le mouvement ouvrier (celle de la lutte classe contre classe, de l'unité à la base et dans l'action, celle qui refuse la soumission aux états-majors syndicaux liés à des partis bourgeois), la lutte des LIP est d'ores et déjà et quoi qu'il advienne, une grande et riche expérience pour toute la classe ouvrière de France et au-delà.

En ces temps difficiles pour les LIP et pour tous les travailleurs, les partis de gauche aussi sont pressés d'en finir avec cette lutte et ce qu'elle représente ; ils sont aussi plus avides d'en tirer un profit qui paraît plus facile à prendre : cette grande popularité des LIP, l'attachement des travailleurs à leur lutte, voilà un enjeu sérieux qui se chiffre en nombre de voix en cette période de préparation des législatures.

L'offensive du PCF est à cet égard des plus révélatrices ; l'Humanité dimanche. Secours Populaire français, France-nouvelle : tout y passe pour saluer la lutte exemplaire des LIP qu'hier encore ils insultraient. Un tract diffusé récemment aux portes de l'usine de Palente montre clairement les intentions : il y est dit en substance : «Votre projet, ça ne peut pas marcher avec la droite au gouvernement... en plus le PS vise à droite, alors...» alors il ne reste plus qu'à voter PC en 1978 ! Un tract CGT vient compléter cela en «tenant compte des résultats du vote» sur le projet ; s'attribuant avec la plus grande audace les mérites des succès passés, la CGT y clame qu'elle a toujours été du côté des travailleurs et les a constamment soutenus ; elle prend noblement ses distances avec le projet sur la base des risques effectifs de liquidation de la lutte qu'il représente : responsable pour une large part des difficultés actuelles, elle n'hésite pas à en accuser les autres ! Elle se propose tout simplement de rassembler sous sa houlette ceux que le projet ne satisfait pas ! On ne peut guère imaginer de manière plus cynique de tirer profit des difficultés qu'on a soi-même grandement contribué à créer.

Le PS, bien sûr, n'est pas de reste, surtout par CERES interposé (présent à Palente).

Tout cela donne une idée de la bataille politique ouverte autour des LIP, à la faveur de leurs difficultés : autant d'écueils supplémentaires pour ces derniers, plus sordides que les opérations de police, car tout cela se passe en coulisse, aux cris de «Vive les LIP !».

Mais c'est en même temps une occasion d'encore mieux comprendre et révéler la nature des projets des partis de l'Union de la gauche, à quel point ils sont fondamentalement contraires aux intérêts des travailleurs au même titre que ceux de tout parti bourgeois, à quel point il est urgent et vital pour le mouvement ouvrier d'échapper au contrôle de ces partis et de combattre pour que ses organisations en soient indépendantes.

Lisez «Pékin Information» No 45

Un article magistral sur la théorie des 3 mondes

En vente : Librairie les Herbes sauvages, 70 - rue de Belleville 75020 Paris.
Abonnement : Editions du Centenaire, 24 rue Philippe de Girard - 75010 - Paris.



Intervention prononcée le 6 novembre dans la salle «Octobre aujourd'hui»

Cette intervention présentait la position des marxistes-léninistes par rapport aux élections. Ci-dessous quelques extraits.

(...) Notre intervention avec notamment la participation de candidats, constitue un moyen d'expliquer le plus largement possible, en fonction de nos forces et de nos moyens, la ligne politique fondamentale et tactique des communistes marxistes-léninistes de France.

En cela aussi cette décision tactique de présenter des candidats s'appuyant sur l'implantation effective du parti de la classe ouvrière c'est-à-dire du PCMLF, doit permettre de préparer encore plus activement ce qui constitue la révolution prolétarienne (...). Des camarades ou des amis nous ont demandé si cette décision n'était pas en contradiction avec la lutte anti-électorale.

Qu'ils se rassurent ! Notre participation ne remet aucunement en cause notre ligne révolutionnaire. C'est au contraire le moyen de faire connaître plus largement cette ligne, et notamment son aspect anti-électorale.

En effet, nous reaffirmons très nettement que les travail-

L'Humanité rouge bimensuel No 18 est paru (3F l'exemplaire)

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

La signification de notre participation aux élections

Le rassemblement national du 6 novembre a été conçu comme un tremplin pour la bataille politique de 1978. Il a connu un vif succès, tant du point de vue qualitatif par son riche contenu politique, que du point de vue quantitatif.

Les quatre grands axes de notre campagne ont été réaffirmés avec force, pour guider la bataille immédiate et des mois à venir : la lutte classe contre classe (classe ouvrière contre classe bourgeoise) la lutte contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances et contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme français ; la bataille politique de 1978 ; l'édification du parti marxiste-léniniste.

La bourgeoisie monopoliste au pouvoir accentue son exploitation, renforce la répression contre la classe ouvrière, notamment les immigrés, par le biais d'une campagne raciste elle décuple ses mesures anti-populaires tel le durcissement du patronat face aux revendications des travailleurs, tel Barre qui s'est récemment déchaîné contre les petits commerçants. Elle constitue donc la cible principale de tous ceux qui aspirent et ont intérêt à un changement de régime.

Tous les partis traditionnels, de droite comme de gauche, constituent la cible globale car il n'est pas question pour eux de substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie. Les dirigeants des partis de la gauche (que nous ne confondons nullement avec la masse de leurs militants, sincères mais trompés) s'opposent à la lutte classe contre classe et prônent l'inertie. Leur appel à la grève du 1er décembre ne doit pas nous tromper. Il ne s'agit nullement pour eux de déclencher un vaste mouvement de masse et de classe, mais d'échapper par ce moyen de reculer les morceaux des partis du Programme commun, d'amener les travailleurs qu'ils influencent à toujours faire confiance aux dirigeants véreux de ces partis. Il s'agit de les détourner de la lutte de classe pour les amener sur le terrain de l'électoratisme.

Est-ce dire que nous refusons par principe la participation électorale, comme le font les anarchistes ? Non, cela n'a jamais été notre point de vue. Nous avons souvent souligné que notre mot d'ordre «d'abstention» qui a prévalu ces dernières années, était un mot d'ordre TACTIQUE, que nous nous réservions la possibilité de participer à des scrutins électoraux (ce que nous avons fait en 1965 et 1969) si les circonstances le justifiaient. Le tout est de s'en tenir à la lutte de classe.

Pour la première fois, nous présentons des candidats, il s'agit donc d'un changement tactique. Qu'est-ce qui justifie ce changement ? Par le passé, nous tenions compte de la réalité effective des forces marxistes-léninistes encore trop faibles pour intervenir efficacement dans les batailles électorales. D'autre part, notre intervention était axée essentiellement contre l'idéologie électoraliste, prônée par les dirigeants révisionnistes et réformistes. Ce deuxième aspect, nous ne cessons pas pour autant de le combattre. Car il s'agit

de substituer à tout esprit électoraliste un esprit de lutte politique de classe. Il s'agit de faire entendre la voix des travailleurs en lutte, dont font partie intégrante les jeunes et les travailleurs immigrés. Il s'agit des quatre grands axes mentionnés ci-dessus.

Alors que la droite est discréditée, que la «gauche» en se déchantant sur la question du pouvoir vient de faire tomber un bon nombre d'illusions, la situation est plus favorable que jamais pour présenter aux travailleurs la seule alternative possible qui réponde véritablement à leurs intérêts fondamentaux : la voie de la révolution prolétarienne.

Qu'attendons-nous de ces élections ? Avant tout, un renforcement du courant qui s'oppose à toute solution capitaliste, la bataille de 1978 étant une bataille parmi d'autres, et non une fin en soi, un renforcement des idées marxistes-léninistes, un renforcement qualitatif et quantitatif de son avant-garde de combat : le Parti marxiste-léniniste.



La nombreuse assistance au rassemblement du 6 novembre acclame le parti marxiste-léniniste.

Un vétéran communiste nous écrit... Quand ils étaient ministres

Dans leur rivalité pour arriver au pouvoir ou pour le conserver, les différents partis bourgeois ne manquent pas de s'affronter très sérieusement sur tous les plans. Nous avons déjà à maintes reprises parlé dans notre quotidien des agissements du PCF ou du PS dans les municipalités ou des difficultés que rencontre le PCF actuellement après la rupture de l'Union de la gauche.

La bourgeoisie au pouvoir aujourd'hui, c'est à dire les partis de la prétendue majorité excellent dans les maigres de tous ordres, les combats politiques, les coups bas et autres manœuvres politiques. Or à ce sujet nous manquons d'éléments précis sur ce que sont les divisions de ce que nous appelons la majorité «unie et solidaire». Notre lutte politique ne se borne pas à combattre le PCF et le PS, mais toute la bourgeoisie.

En tout premier lieu nous publions d'assez longs extraits d'une lettre que nous avons reçue d'un vieil militant communiste, de Mans adhérent à la section française de l'Internationale communiste (SFIK) qui est le premier nom du PCF. Il aborde dans cette lettre des points intéressants sur ce que sont les illusions électoralistes et nous constatons une fois de plus que le PS n'a pas viré à droite en septembre 1977 mais dev avant la guerre de 1914, en acceptant de collaborer avec la bourgeoisie pour envoyer les ouvriers à la boucharde.

«En cette période pré-électorale et de division de la gauche, ce serait bon de rappeler que vers 1925-1928 devant la politique révisionniste déjà aussi des SFTO (les socialistes), Pierre Ramadieu, Paul Bouleour et autres, les communistes du PC (SFIK) nous appelions cette clique : «Des socialistes en peau de lapin». L'Humanité d'alors journalièrement ou presque le répétait.

«Etant donné mon âge, j'ai eu le «privilege» de connaître ou de vivre à une époque durant laquelle, tout à fait avec la réaction, la gauche fut au pouvoir en France.

1) D'abord le 11 mai 1924 à la suite de la victoire aux élections législatives du «Bloc des gauches». Le gouvernement en résultant fut dirigé par le député maire de Lyon, Edouard Herriot, radical socialiste (ultérieurement mort dans les bras d'une bonne épouse).

«Cetui-ci mania durait un temps son «arbre de bois» sous la forme d'un langage épouvantail, la bourgeoisie française, créant et entretenant des «conditions heureuses et dangereuses dans l'esprit du «bon peuple» de France.

«Cela dura environ deux «années, puis la réaction bancaire régna sur ses positions et le domaine qui lui appartenait la finança.

«En l'espace de deux semaines, la livra anglaise qui valait alors 95 francs monta à plus de 200 F. Affolement du «brave» Edouard qui capitula et démissionna. C'est ainsi qu'une Chambre des députés formée du «Bloc des gauches» accoucha d'un gouvernement

«C'est ainsi que fut créé un gouvernement tripartite dans lequel figuraient une demi-douzaine de ministres communistes et que même l'honorable «Momo» (Thorez) était vice-président du Conseil des ministres et portait aussi bien la jaquette que son président !

Puis sur l'impulsion des USA, «est lieu d'abord l'vice-roi» de la gauche n'est pas seulement celui des illusions entretenues dans les masses sur un prétendu passage pacifique et une prétendue gestion démocratique de la vie économique, la réalité de la gauche, ce sont aussi les tripatouillages politiques.

«2) Plus tard, les élections législatives de 1936 et du PS éclate en morceaux, nous donnons naissance au gouvernement de Léon Blum et compagnie. On sait ce qui advint : la venue au pouvoir de Daladier et de ses acolytes peu avant la guerre de 1939-1945 les élections démocratiques amenèrent au Parlement en nombre sensiblement égal les députés

majoritaires pour placer leurs petits copains à des postes d'attachés d'administration sans même consulter leurs alliés du PS. C'est ainsi qu'un certain Jean-Paul Lamblin de la famille du maire de Reims, Claude Lamblin, a été nommé rédacteur auxiliaire au service d'action culturelle, par dessus la tête de l'adjoint aux affaires culturelles (PS).

«Le PS s'exclame que c'est contraire aux règles de gestion démocratiques» Mais il est évident qu'il est à mettre dans le même sac...

Un autre camarade attaque alors plus précisément, cite l'exemple des récents événements d'EDF-GDF, «montre que le PCF n'est fait allié des patrons. C'est une bombe. Les révisionnistes parlent tous en même temps et l'un d'eux lâche des propos plus clairs :

«La Liberté se se découpe par les pétroles et Peugeot Citroën, mais il nous faut la sidérurgie, comme ça tout ira mieux...»

«Un autre camarade attaque alors plus précisément, cite l'exemple des récents événements d'EDF-GDF, «montre que le PCF n'est fait allié des patrons. C'est une bombe. Les révisionnistes parlent tous en même temps et l'un d'eux lâche des propos plus clairs :

«La Liberté se se découpe par les pétroles et Peugeot Citroën, mais il nous faut la sidérurgie, comme ça tout ira mieux...»

«Un autre camarade attaque alors plus précisément, cite l'exemple des récents événements d'EDF-GDF, «montre que le PCF n'est fait allié des patrons. C'est une bombe. Les révisionnistes parlent tous en même temps et l'un d'eux lâche des propos plus clairs :

«La Liberté se se découpe par les pétroles et Peugeot Citroën, mais il nous faut la sidérurgie, comme ça tout ira mieux...»

Il y a bientôt 10 ans... NAISSAIT LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Les candidats que nous présentons dans ce journal sont soutenus par le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Qu'est-ce que le PCMLF ?

Il fut fondé en 1967, le 31 décembre, voilà bientôt 10 ans, par des camarades exilés pour le plupart du PCF ou ils avaient milité pendant des années. Dans les années 60, ces camarades s'opposèrent à la ligne que les dirigeants du PCF imposèrent à leur parti : renoncement à la révolution, choix de la voie pacifique, attaques contre la Chine, défense des positions de Krouchtchev sur la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme américain, etc. C'est donc pour leur attitude, leurs positions et leurs activités révolutionnaires que ces camarades furent exclus.

Ce qui est devenu depuis le PCF sous la houlette de Waldeck Rochet, de Marchais et Cie, n'a peut-être vu aujourd'hui l'impression de l'Union de la gauche le montre bien. C'est l'échec de connaître ce qui est le vôtre, ainsi lecteurs.

la ligne de passage pacifique au socialisme, ligne que nos camarades ont combattue et combattent depuis près de vingt ans maintenant.

Par contre, le Parti communiste marxiste-léniniste de France s'est développé, renforcé, il fait peu à peu ses preuves. Mais cela ne se fit pas dans des conditions faciles. Six mois à peine après sa fondation, le PCMLF était interdit par le pouvoir bourgeois, le 12 juin 1968. Le gouvernement de De Gaulle lui reprochait d'avoir été un participant actif des grandes grèves révolutionnaires de mai-juin 1968.

Mais une interdiction gouvernementale ne peut empêcher le Parti du prolétariat de se développer, d'exister. Le PCMLF est entré dans la clandestinité. Là où les travailleurs, ouvriers, petits paysans, employés, jeunes et vieux, hommes et femmes lutent, combattent, là le PCMLF est présent, il grandit et se développe. Voici quelques photos vous permettant de mieux connaître ce qui est le vôtre, ainsi lecteurs.



François Marty, président à titre posthume du PCMLF, ici entre les camarades Mao Tséoung et Chou En lai lors d'une visite à Pékin, sur la place Tien An men.

Jacques Jurquet à la tribune du Congrès de Puyricard (Photo archives HR).



Le 26 juin 1975, à 19 heures 30, le PCMLF est dans la rue, aux coudes à coudes avec les travailleurs en grève (Chausson, Cables-de-Lyon). Le service d'ordre du PCF essaiera par la violence d'empêcher le PCMLF de manifester. Mais il n'y réussit pas pour deux raisons : la détermination des militants marxistes-léninistes et le soutien de nombreux manifestants scandalisés par l'attitude des révisionnistes. (Photo HR).



Le 6 novembre dernier, à la Mutualité, 7 000 personnes célébraient le 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre, à l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge. A la tribune, de droite à gauche et au premier rang, Claude Lebrun, rédacteur en chef de notre quotidien et candidat dans le 18e arrondissement de Paris, Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge, André Druesne, candidat dans le 19e arrondissement de Paris, Arthur Chave, candidat dans le Vaucluse, Marie-France Manuelli, candidate à Orléans, Fernand Moysan, candidat à Brest, Jean-Michel Fajthovic, candidat à Clermont-Ferrand. (Photo HR).

pour gagner des voix, tente de semer la division et de mobiliser pas la Jessus ; la section C.F.D.T. tire les leçons, travaille à l'unité, mobilise. Le Cri d'Orléans n° 8 mobilise contre la justice de classe.

le cri d'Orléans

Militaire de la cellule sociale Michel de la CFDT (Parti Communiste Marxist-Léniniste de France) n° 5 15 / Oct.

DES CANDIDATS PROLETARIENS

ROMAIN LE GAL
Employé municipal, emprisonné 6 mois par le pouvoir

Romain Le Gal. Ce nom s'est étalé en grosses lettres sur les murs aux quatre coins de la France pendant le printemps et l'été 1976. Ce nom fut indissolublement lié à la lutte des exploités contre l'Etat capitaliste, à la lutte du peuple travailleur contre la répression exercée par cet Etat.

Romain Le Gal est resté six mois en prison sans jugement. Arbitrairement inculpé par la cour de Sarre de l'Etat, de reconstitution du PCMLF interdit par la bourgeoisie au lendemain du printemps de 68, Romain Le Gal ouvrier marxiste-léniniste, fit face avec un courage et une fermeté exemplaires à toute cette répression déchaînée contre lui.

Romain est né à Plouhinec : c'est un bourg à une vingtaine de kilomètres de Lorient où l'usage de la langue bretonne a gardé ses droits. Il est issu d'une famille nombreuse de fermiers. Dans sa famille, c'est la vie difficile de tous les petits paysans du Morbihan, et dans la petite ferme isolée dans le bocage, on arrive tout juste à joindre les deux bouts, on travaille dur et on «survit».

D'abord apprenti électricien pendant trois ans à Plouhinec, Romain part ensuite à Vannes où il devient militant à plein temps du MRJC - Mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Son activité intense pour organiser les jeunes de la campagne ne fait l'unanimité, surtout du côté de la hiérarchie catholique !

Plus tard, ayant quitté la MRJC, il devient employé de voirie à la mairie de Lorient puis il prend sa place dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France.

Un candidat de l'unité révolutionnaire des ouvriers des petits paysans et des masses populaires.

ARTHUR CHAVE
Petit paysan, ancien résistant, ex-membre du PCF

Arthur Chave. Petit paysan, ancien résistant, ex-membre du PCF. Il a été exclu du PCF en 1965.

Arthur Chave est issu d'une famille de paysans pauvres qui ont toujours été révolutionnaires. En 1936, j'ai adhéré, pendant le Front populaire à la jeunesse socialiste. En 1940, après l'armistice allemand, j'ai été envoyé dans un camp disciplinaire par les chefs de chantiers de jeunesse qui m'ont accusé de refuser la discipline fasciste et de parler souvent de révolution. Par la suite, j'ai été réquisitionné pour l'Allemagne mais j'étais dans les gendarmes avec le fusil, ils n'ont pas pu m'arrêter et j'ai rejoint la Résistance. Dans le nord du Vaucluse, il y avait deux sortes de maquis, les francs-tireurs partisans (FTP) et les Forces françaises de l'intérieur (FFI). Agent de liaison des FTP, j'ai pu apprécier la différence entre eux et les FTP. Les responsables FTP se comportaient en grands seigneurs et ne passaient jamais à l'action. Au contraire, je devais constater que chez les FTP, c'était la camaraderie, la fraternité c'était l'armée du peuple.

A la fin de la guerre, j'ai rejoint les FTP et le Parti communiste qui reformait les cellules. A la libération, quand le parti communiste a demandé de rendre les armes, tout le maquis de Vaison-la-Romaine a refusé, elles ont été cachées et n'ont été retrouvées qu'il y a peu de temps. J'ai milité dans les rangs du Parti communiste alors que dans mon village, il y avait à la Libération quarante communistes pour 700 habitants. J'ai commencé à avoir de graves contradictions avec le parti à propos de la guerre d'Algérie. J'ai alors pris connaissance des positions albanaises par

ANDRE DRUESNE
Ouvrier, militant syndicaliste actif, exclu du PCF en 1965

André Druesne, ouvrier métallurgiste âgé de 49 ans, est issu d'une famille ouvrière de 4 enfants.

En 1952, il travaille à la Régie nationale des usines Renault à Billancourt sur l'île Seguin et, participe activement à la grande grève de 1954, conduite sous la direction de Roger Linet, ancien député, secrétaire du syndicat CGT, contre la guerre de Corée, contre la venue en France de Ridgway-Peste. Il fait partie d'un licenciement de près de 400 travailleurs et connaît des jours très difficiles, vivant à l'hôtel avec sa femme et ses deux enfants, relativement abandonnés par le syndicat CGT.

Mais sa conscience de classe est plus forte que tout : Il impulse des grèves contre la sale guerre menée en Algérie par l'impérialisme français.

Souvent licencié pour ses activités militantes, il ne se rebute nullement et organise de nouveau un syndicat dans le 20e arrondissement de Paris aux Ateliers Vaucaumont et devient secrétaire à l'organisation du syndicat des métaux CGT du 20e arrondissement de Paris.

Dans les années 60, il militait activement à la Fédération des locataires de la Seine dans l'amicale Meaux-Cavenchard-Armand Carrel du 19e arrondissement de Paris.

Son adhésion à un parti politique remonte à février 1959, où il adhère au Parti communiste français et, en janvier 1959, il est secrétaire de cellule ; il milite activement pour l'émancipation de l'homme et contre la guerre d'Algérie.

ROMAIN LE GAL
Employé municipal, emprisonné 6 mois par le pouvoir

Romain Le Gal. Ce nom s'est étalé en grosses lettres sur les murs aux quatre coins de la France pendant le printemps et l'été 1976. Ce nom fut indissolublement lié à la lutte des exploités contre l'Etat capitaliste, à la lutte du peuple travailleur contre la répression exercée par cet Etat.

Romain Le Gal est resté six mois en prison sans jugement. Arbitrairement inculpé par la cour de Sarre de l'Etat, de reconstitution du PCMLF interdit par la bourgeoisie au lendemain du printemps de 68, Romain Le Gal ouvrier marxiste-léniniste, fit face avec un courage et une fermeté exemplaires à toute cette répression déchaînée contre lui.

Romain est né à Plouhinec : c'est un bourg à une vingtaine de kilomètres de Lorient où l'usage de la langue bretonne a gardé ses droits. Il est issu d'une famille nombreuse de fermiers. Dans sa famille, c'est la vie difficile de tous les petits paysans du Morbihan, et dans la petite ferme isolée dans le bocage, on arrive tout juste à joindre les deux bouts, on travaille dur et on «survit».

D'abord apprenti électricien pendant trois ans à Plouhinec, Romain part ensuite à Vannes où il devient militant à plein temps du MRJC - Mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Son activité intense pour organiser les jeunes de la campagne ne fait l'unanimité, surtout du côté de la hiérarchie catholique !

Plus tard, ayant quitté la MRJC, il devient employé de voirie à la mairie de Lorient puis il prend sa place dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France.

Un candidat de l'unité révolutionnaire des ouvriers des petits paysans et des masses populaires.

ARTHUR CHAVE
Petit paysan, ancien résistant, ex-membre du PCF

Arthur Chave. Petit paysan, ancien résistant, ex-membre du PCF. Il a été exclu du PCF en 1965.

Arthur Chave est issu d'une famille de paysans pauvres qui ont toujours été révolutionnaires. En 1936, j'ai adhéré, pendant le Front populaire à la jeunesse socialiste. En 1940, après l'armistice allemand, j'ai été envoyé dans un camp disciplinaire par les chefs de chantiers de jeunesse qui m'ont accusé de refuser la discipline fasciste et de parler souvent de révolution. Par la suite, j'ai été réquisitionné pour l'Allemagne mais j'étais dans les gendarmes avec le fusil, ils n'ont pas pu m'arrêter et j'ai rejoint la Résistance. Dans le nord du Vaucluse, il y avait deux sortes de maquis, les francs-tireurs partisans (FTP) et les Forces françaises de l'intérieur (FFI). Agent de liaison des FTP, j'ai pu apprécier la différence entre eux et les FTP. Les responsables FTP se comportaient en grands seigneurs et ne passaient jamais à l'action. Au contraire, je devais constater que chez les FTP, c'était la camaraderie, la fraternité c'était l'armée du peuple.

A la fin de la guerre, j'ai rejoint les FTP et le Parti communiste qui reformait les cellules. A la libération, quand le parti communiste a demandé de rendre les armes, tout le maquis de Vaison-la-Romaine a refusé, elles ont été cachées et n'ont été retrouvées qu'il y a peu de temps. J'ai milité dans les rangs du Parti communiste alors que dans mon village, il y avait à la Libération quarante communistes pour 700 habitants. J'ai commencé à avoir de graves contradictions avec le parti à propos de la guerre d'Algérie. J'ai alors pris connaissance des positions albanaises par

Souvent licencié pour ses activités militantes, il ne se rebute nullement et organise de nouveau un syndicat dans le 20e arrondissement de Paris aux Ateliers Vaucaumont et devient secrétaire à l'organisation du syndicat des métaux CGT du 20e arrondissement de Paris.

Dans les années 60, il militait activement à la Fédération des locataires de la Seine dans l'amicale Meaux-Cavenchard-Armand Carrel du 19e arrondissement de Paris.

Son adhésion à un parti politique remonte à février 1959, où il adhère au Parti communiste français et, en janvier 1959, il est secrétaire de cellule ; il milite activement pour l'émancipation de l'homme et contre la guerre d'Algérie.

VIENT DE PARAITRE

Le texte intégral de l'important discours prononcé par notre camarade J. Jurquet à l'occasion du rassemblement national des communistes marxistes-léninistes de France le 6 novembre 1977 est disponible. Commandez-le auprès de nos diffuseurs et dans les kiosques où il est en vente avec le bimensuel No 18, au prix de 1 F, sous le titre «Sous le drapeau de la Révolution d'Octobre» (Edition spéciale du bimensuel)

QUAND ILS SONT AU POUVOIR

Prix de la brochure : 5 F passez vos commandes à APN - EDITIONS E.P. 279 75886 Paris Cedex 13



LE PARTI COMMUNISTE (M-L) D'ARGENTINE A TOUJOURS LUTTE CONTRE LA DICTATURE

Communiqué du PC (M-L) d'Argentine (2)

Notre Parti a caractérisé de façon correcte et dès le début la dictature. Nous avons dit le 24 mars 1976 que le peuple argentin ne devait se faire aucune illusion sur Videla et ses généraux. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une dictature fasciste et que la patrie était vendue comme cela ne s'était jamais vu en Argentine. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas simplement d'une dictature de plus mais celle-ci était arrivée au pouvoir pour réprimer la révolution dans notre pays, pour en finir avec les appels à la révolution qui se sont élevés en 1969 à Cordoba et qui réunissent 200 ans d'expérience de lutte de notre peuple pour l'indépendance nationale et le bien-être.

Notre Parti a caractérisé de façon correcte et dès le début la dictature. Nous avons dit le 24 mars 1976 que le peuple argentin ne devait se faire aucune illusion sur Videla et ses généraux. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une dictature fasciste et que la patrie était vendue comme cela ne s'était jamais vu en Argentine. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas simplement d'une dictature de plus mais celle-ci était arrivée au pouvoir pour réprimer la révolution dans notre pays, pour en finir avec les appels à la révolution qui se sont élevés en 1969 à Cordoba et qui réunissent 200 ans d'expérience de lutte de notre peuple pour l'indépendance nationale et le bien-être.

Notre Parti a caractérisé de façon correcte et dès le début la dictature. Nous avons dit le 24 mars 1976 que le peuple argentin ne devait se faire aucune illusion sur Videla et ses généraux. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une dictature fasciste et que la patrie était vendue comme cela ne s'était jamais vu en Argentine. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas simplement d'une dictature de plus mais celle-ci était arrivée au pouvoir pour réprimer la révolution dans notre pays, pour en finir avec les appels à la révolution qui se sont élevés en 1969 à Cordoba et qui réunissent 200 ans d'expérience de lutte de notre peuple pour l'indépendance nationale et le bien-être.

Notre Parti a caractérisé de façon correcte et dès le début la dictature. Nous avons dit le 24 mars 1976 que le peuple argentin ne devait se faire aucune illusion sur Videla et ses généraux. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une dictature fasciste et que la patrie était vendue comme cela ne s'était jamais vu en Argentine. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas simplement d'une dictature de plus mais celle-ci était arrivée au pouvoir pour réprimer la révolution dans notre pays, pour en finir avec les appels à la révolution qui se sont élevés en 1969 à Cordoba et qui réunissent 200 ans d'expérience de lutte de notre peuple pour l'indépendance nationale et le bien-être.

Notre Parti a caractérisé de façon correcte et dès le début la dictature. Nous avons dit le 24 mars 1976 que le peuple argentin ne devait se faire aucune illusion sur Videla et ses généraux. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une dictature fasciste et que la patrie était vendue comme cela ne s'était jamais vu en Argentine. Nous avons dit qu'il ne s'agissait pas simplement d'une dictature de plus mais celle-ci était arrivée au pouvoir pour réprimer la révolution dans notre pays, pour en finir avec les appels à la révolution qui se sont élevés en 1969 à Cordoba et qui réunissent 200 ans d'expérience de lutte de notre peuple pour l'indépendance nationale et le bien-être.

Augmentation de 1,1 % de l'alimentation en octobre

D'après la CGT, les prix des produits alimentaires auraient augmenté de 1,1 % en octobre par rapport à ceux de septembre.

D'après la même source, l'indice des prix général CGT pour le même mois aurait augmenté de 0,8 %, soit depuis janvier 1977 une hausse des prix de 9,3 %.

Barre le ministre de la hausse des prix, a dû reconnaître le 9 novembre à l'Assemblée nationale que la France avait connu les six derniers mois, la plus forte hausse des prix « industrialisés » pour les denrées alimentaires.

Le congrès du Syndicat des avocats de France contre l'extradition de Croissant

Ce Congrès réuni à Strasbourg les 12 et 13 novembre s'est déroulé avec en arrière-plan, le procès de K. Croissant. Une motion a été votée samedi à l'unanimité demandant le refus de l'extradition et le droit d'asile pour l'avocat allemand. La motion indique notamment : « C'est la seule décision qui soit conforme à la loi française sur l'extradition, à une jurisprudence constante, récemment réaffirmée par le Conseil d'Etat, aux droits de l'homme qu'il fonde le droit de la défense, et en exige le libre exercice ».

La motion indique encore : « Aux poursuites contre notre confrère maître Croissant, s'ajoutent en RFA, celles dirigées contre plus de 70 avocats, ainsi que les restrictions aux droits de la défense, et la chasse aux sorcières contre des milliers de fonctionnaires, sans parler de la délation généralisée ». La motion se termine par cet appel : « Non à l'extradition de Klaus Croissant, oui au respect du droit d'asile ».

Le congrès a appelé ses adhérents à prendre toutes les initiatives pour que les avocats se réunissent au moment où sera rendu l'arrêt de la Chambre d'accusation, mercredi 16 novembre.

De son côté, le mouvement d'action judiciaire appelle tous les avocats à un rassemblement, en faveur de Klaus Croissant, mercredi 16 à 13 h dans la grande cour du palais de justice de Paris. Ce mouvement a d'autre part déclaré : « L'issue de cette affaire peut constituer un grave précédent en matière de libertés » en raison du fait que « des principes fondamentaux sont en cause ».

CES Pailleron: décision scandaleuse

Le tribunal pour enfants de Paris a condamné Marc et Patrick à 5 et 4 ans de prison avec sursis. Ils avaient mis le feu à une corbeille à papiers. Le feu s'était propagé à tout le bâtiment causant la mort de 20 personnes, le 6 février 1975. Le tribunal les a déclarés solidairement responsables des indemnités allouées aux parents des victimes (allant de 605 à 200 000 F), des 10 000 F accordés au trésor pour les frais avancés par l'Etat, du remboursement des rentes allouées par la ville de Paris, etc.

Ainsi donc, les deux jeunes alors âgés de 14 ans et demi et de 15 ans et demi, paient pour les véritables responsables, des entrepreneurs, des architectes, des hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale qui eux, avaient sciemment sacrifié la sécurité des enfants et du personnel du CES pour faire des économies et des profits en décidant la construction de l'établissement avec des matériaux inflammables et dangereux. Ceux-ci doivent être jugés le 17 novembre.

Mort suspecte d'un immigré dans les locaux de la police

M. Ottoman Assouman, jeune Ivoirien de 27 ans, est mort jeudi en fin d'après-midi dans les locaux du dépôt de Paris. Une enquête a été ordonnée par le parquet du tribunal de Paris afin de déterminer les causes et les circonstances du décès.

D'après les deux médecins légistes ayant effectué l'autopsie, la mort serait naturelle et serait due à un œdème du poumon et à un accident vasculaire. Il faut rappeler que le dépôt de Paris est une seconde prison d'Arcen. Des travailleurs immigrés y sont détenus tout à fait illégalement avant d'être expulsés dans leur pays. C'était le cas de Ottara Assouman qui était en instance d'expulsion administrative. Alors qu'il est interdit de garder à vue une personne plus de 48 heures, ce qui constitue déjà un scandale, des travailleurs immigrés sont emprisonnés au dépôt durant une semaine voire davantage.

Rassemblement national du 6 novembre

MESSAGE DU PARTI MARXISTE-LENINISTE DES PAYS-BAS

Notre Parti, le PMLPB base sa politique et sa lutte sur le marxisme-léninisme et la pensée maotsetoung et c'est pourquoi nous soulignons l'importance de la théorie des trois mondes telle qu'elle a été développée par le camarade Mao. Il est nécessaire de ne pas se borner à appliquer en paroles cette théorie, ce qu'il faut, c'est mettre en pratique ses conclusions. Dans notre lutte contre les deux superpuissances, nous avons à combattre le dur joug de l'impérialisme américain, mais nous avons de plus à dévoiler les méthodes encore plus dangereuses du social-impérialisme soviétique qui masque ses complots derrière des mots magnifiques et derrière le drapeau rouge. Notre Parti tient à vous assurer du fait que les ouvriers, les paysans ainsi que les autres masses révolutionnaires hollandai-

se sentent étroitement unis à la classe ouvrière française et que nous mènerons notre lutte révolutionnaire la main dans la main avec vous, les autres masses révolutionnaires d'Europe et en unité avec les grandes forces révolutionnaires des peuples du tiers monde.

Vive la solidarité internationaliste !
Vive le marxisme-léninisme et la pensée maotsetoung !
Le Comité central du Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas,
le Secrétaire, C. PETERSON

MESSAGE DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS (ESPAGNE)

Chers camarades, Nous souhaitons que votre rassemblement national constitue un grand succès pour l'unité des marxistes-léninistes du monde entier autour des principes inébranlables du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung qui contribuera de manière décisive à la lutte contre les deux superpuissances et apportera une aide à notre cause commune : le socialisme et le communisme. Fraternelles salutations communistes de l'ORT Le secrétaire des relations politiques Manuel GUEDAN

la France des luttes

Dubigeon Les leçons d'une défaite

(TRACT DIFFUSÉ PAR LE COMITE DE NANTES DU PCMLF)

Trois semaines de grève : pas de concession de la direction de Dubigeon, et hier la reprise du travail avec le goût violemment amer de la défaite.

... vailleurs, il faut regarder les actes et pas seulement les paroles si « dures » soient-elles.

de commerce. Mais leur comportement a aussi été dénoncé par les militants de base CGT placés sur des positions de lutte de classe.

Pourtant, les travailleurs de Dubigeon ont manifesté dès le départ une réelle volonté de lutte : ils sont partis en grève avec occupation ; ils ont résisté à la violence réactionnaire des hommes de main de la direction à la tête des jaunes. Ils ont opposé la violence légitime de la classe ouvrière en lutte pour défendre la grève. Nous les approuvons totalement, nous leur avons apporté notre soutien sans ambiguïté.

A la CFDT, les travailleurs combattifs ont été à la pointe de la lutte dans toutes les occasions (heurt avec les jaunes, retard du départ des trains, occupation de la Chambre de commerce). Ce sont eux qui ont plus particulièrement subi la répression patronale (convocation chez les files, etc). Ce sont eux qui voulaient poursuivre la grève. Les principaux responsables de l'Union des métaux, usant de combines consistant à prendre ses décisions à l'avance et à les faire avaliser par la suite, non sans avoir auparavant largement propagé leur point de vue défaitiste sont parvenus à leurs fins. Ils ont ainsi isolé les travailleurs combattifs de la CFDT. Ils ont, maquillé leur capitulation au moyen d'une pseudo consultation « démocratique », imposé leur position d'abandon à la majorité des travailleurs. Tout cela représente donc la victoire de la ligne de capitulation et rien de plus. Elle profite à la direction de la CGT qui, dure en paroles, s'est contentant opposée dans les faits au renforcement de l'action sur des bases de classe.

Que dire également de la solidarité, lorsqu'on connaît les refus des syndicats CGT participer aux collectes (SNIAS en particulier) et aux manifestations (La Seyne et La Ciotat, Paris, SNIAS, Dubigeon-Marseille).

Ces faits, connus de tous les travailleurs, ne peuvent que les amener à douter de la solidarité de ceux qui sont censés diriger les luttes, cela explique sans doute le résultat du vote de 2 et la division des travailleurs après la Toussaint.

La démocratie ouvrière, la solidarité ont été entravées, certains ont essayé de manipuler les travailleurs et leur lutte.

Chaque fois que les grévistes de Dubigeon ont pris des initiatives, ils ont trouvé sur leur chemin certains responsables de la CGT, soit pour les freiner, soit pour les décourager. Si l'on s'oppose à l'initiative des travailleurs, si on ne fait rien pour les mobiliser, comment peut-on prétendre au bout de huit semaines, obtenir la participation active de la majorité d'entre eux ?

Mais était-ce l'aboutissement des revendications qui préoccupait les dirigeants syndicaux tant CGT que CFDT ?

En fait, c'était plutôt le bénéfice politique à tirer de la grève pour les partis de « gauche » dont ils appliquent la ligne dans les syndicats, qu'ils avaient en tête. Ils ne juraient que par le soutien des municipalités de gauche et n'ont jamais réellement développé le soutien populaire. Le PCF de son côté, est même allé jusqu'à tenter d'utiliser les travailleurs et leur lutte, lors de la journée portes-ouvertes, en leur faisant

L'ISSUE DE LA LUTTE DES "DUBIGEON" CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS

RENFORÇONS NOTRE SOUTIEN

imp. sp. L'Humanité Rouge

signer une pétition sur la réactualisation du Programme commun, programme de nouvelle gestion capitaliste.

Alors que faire pour vaincre le patronat ?

Le succès dépend avant tout du rapport de force, que les travailleurs établissent face aux patrons, de leur volonté de lutte ; et à Dubigeon, celle-ci n'a pas manqué ! Mais cela ne suffit pas, il faut aussi que la direction de la lutte sache et veuille transformer cette volonté en actes pour assurer la victoire. Cela suppose la mobilisation et l'unité des travailleurs. Elle se développe grâce à leurs initiatives et avec la démocratie prolétarienne dans la lutte. Mais dans la tête des responsables syndicaux, dominait la volonté de contrôler étroitement la lutte, de l'utiliser au profit des élus et des partis de « gauche ».

Les travailleurs doivent compter d'abord sur eux-mêmes.

Aujourd'hui, chacune des directions syndicales va vouloir dévier la colère et le désappointement des travailleurs semer encore la division et la confusion en jetant la responsabilité sur l'autre. Mais c'est dans chaque syndicat que la lutte doit être menée contre l'influence des partis bourgeois de « gauche ». Car il faut des syndicats indépendants de tous les partis bourgeois. Ainsi pourra triompher le courant de lutte de classe — à travers la lutte contre le Capital et ses agents dans les rangs ouvriers — C'est la condition indispensable, non seulement pour que soit victorieuse la révolution demain, mais pour que dès aujourd'hui, les travailleurs puissent faire échec aux licenciements, à la dégradation des salaires et des conditions de travail. Nantes, le 8 novembre 1977

La colère gronde au PLM !

Suite à l'annonce du licenciement du stagiaire Liene et après une réunion du personnel ou il y avait beaucoup de monde, une délégation de masse s'est rendue aussitôt chez le directeur, malgré l'opposition des délégués syndicaux, et après avoir circulé dans les services en scandant « non au licenciement : tout le monde s'est retrouvé dans les couloirs de la direction obligé... de s'enfermer à clé dans les bureaux ! Suite à cette délégation de masse, marquée par une grande combativité, le 10 novembre :

aurait fait un rapport sur lui l'accusant de l'avoir bousculé hier, alors qu'au contraire, ce camarade avait retenu des gars qui voulaient lui casser la gueule.

2) Pour le camarade Liene (?) les mêmes mesures ont été prises contre lui, mais de plus, toujours suite à la demande de licenciement, il a été consulté son dossier et quelle surprise : il y trouva trois rapports d'un inspecteur central délégué FO, d'un autre central délégué CGT, d'un autre chef, toujours délégué CGT, et également membre du PCF.

Chaque rapport demandait que la titularisation soit reportée à plus tard. Ces trois rapports avaient dû figurer normalement dans le dossier qu'il avait déjà consulté en février 1977 lorsque la direction avait demandé le re-

port de sa titularisation. Ils n'y étaient pas : la preuve que la direction trafiquait les dossiers !

Voyant cela, Liene, piqua les rapports, s'échappa de la salle où le retenaient les INPAT (ce sont les inspecteurs principaux) et alla lire les rapports au personnel en présence des délégués syndicaux, dont l'un de ceux qui lui avaient mis un rapport. Celui-ci était blême. Chez l'ensemble des travailleurs, stupefaction et colère à la fois. Des bruits circulaient bien que les délégués membres du PC en particulier, avaient enfoncé Liene mais là, il y en avait la preuve concrète. Les délégués syndicaux se tirent tout petits ; les choses ne sont pas prêtes de s'arrêter là.

Correspondant HR

Hôpital de Pontoise Chute mortelle d'un bébé de 2 ans et demi

Alors que l'on parle dans la presse bourgeoise de l'humanisation des hôpitaux, le petit James Blandon hospitalisé pour une otite tombait dans une cage de monte-charge et décédait peu après. L'enfant, sorti de sa chambre située dans le service d'ORL (oto-rhinolaryngologie), s'était approché de l'ascenseur séparé du palier par un espace de 20 cm. C'est dans cet espace que le petit garçon est tombé. Les infirmières du service ont dénoncé la vétusté générale de l'hôpital ; l'espace où est tombé le petit James aurait dû être colmaté. Cette mort est donc le résultat de la politique sanitaire de la bourgeoisie, politique centrée sur la rentabilité à tout prix. Ce service comme les autres souffre d'un manque d'effectifs évident, d'autant plus qu'il reçoit beaucoup d'enfants en bas âge, ce qui réclame bien plus de surveillance. La direction de l'hôpital a déclaré cyniquement à certains organes de presse que les 1 226 employés pour 600 lits actifs étaient largement suffisants. Seulement, ces 1 226 personnes représentent la totalité de personnel y compris administratif et d'entretien et ne représentent nullement le personnel soignant.

La direction de l'hôpital a regretté l'attitude très ferme du père de l'enfant, attitude d'autant plus ferme que le père a appris la triste nouvelle en surprenant une conversation entre deux infirmières dans un couloir alors qu'il venait rendre visite à son fils. Le juge d'instruction du tribunal de Pontoise a ouvert

une information contre X pour homicide involontaire. Sur que la justice va chercher des boucs émissaires parmi le personnel. Face à d'éventuelles intimidations, celui-ci saura retrouver son unité de combat pour de meilleures conditions de travail et des effectifs plus nombreux dans les services.

Usine chimique «La Littorale» - Béziers

Les travailleurs de la Littorale sont en grève depuis mardi 10 octobre 1977. Récemment, dans cette usine, spécialisée dans la fabrication du temik (produit très dangereux utilisé pour les désherbants), trois ouvriers ont été gravement intoxiqués et un autre sérieusement brûlé. Ces risques sont connus et des traces d'intoxication ont déjà bien souvent été constatées notamment dans les urines, mais aucune mesure sérieuse n'a été prise.

En grève après de graves accidents

Les travailleurs luttent donc pour de réelles conditions de sécurité et en même temps pour une augmentation de salaire de 300 F pour tous (Les salaires sont actuellement de l'ordre de 1 900 F net pour 40 heures). Ils ont rejeté le préalable que posait la direction pour ouvrir des discussions... à savoir la reprise du travail ! Un meeting de solidarité aura lieu mardi 15 à Béziers.

Correspondant HR